

Olympisme

Un milliard sous condition pour Sion 2026

Le Conseil fédéral avance prudemment dans le dossier des Jeux d'hiver. Son engagement dépendra du soutien populaire des cantons concernés



Gouvernance

Composée (de g. à dr.) du conseiller d'Etat valaisan, Frédéric Favre, du président du comité de candidature, Jean-Philippe Rochat, du président du Comité olympique suisse, Jürg Stahl, et du président de Sion, Philippe Varone, la nouvelle gouvernance pour la candidature aux JO de 2026 n'a pas caché sa satisfaction mercredi à Berne. PETER KLAUNZER KEYSTONE

Florent Quiquerez Berne

L'essentiel

● **Annonce** Guy Parmelin voit dans le projet un plus pour la cohésion nationale et l'économie de montagne

● **Satisfaction** Le comité de candidature se réjouit, sans triomphalisme

● **Sécurité** Les cantons devront se répartir une lourde facture. Mais rien n'est encore prévu

«L'organisation de Jeux olympiques représente une chance pour le pays. Je suis convaincu des effets positifs sur la cohésion nationale et le développement économique, notamment des régions de montagne. Ça va plus loin qu'une simple manifestation sportive.» C'est par ces propos que Guy Parmelin a annoncé mercredi le soutien du Conseil fédéral à la candidature de Sion pour les JO d'hiver 2026. Il se traduit par une contribution de 1 milliard de francs.

Mais avant de parler du financement, le Vaudois a pris la peine de rappeler certains aspects du dossier. «Les organisateurs ont fait un travail remarquable. Cette candidature obéit aux principes de durabilité. Elle s'appuie sur des infrastructures existantes, et une décentrali-

«Les organisateurs ont fait un travail remarquable. Cette candidature obéit aux principes de durabilité. Elle s'appuie sur des structures existantes et une décentralisation des sites»



Guy Parmelin
Chef du

Département fédéral des sports

sation des sites, qui sont facilement accessibles en transports publics.» Un projet raisonnable et finançable qui n'a rien à voir avec le gigantisme d'autres candidatures. «Il répond aux exigences de l'agenda 2020 du Comité olympique.»

Guy Parmelin est sans conteste enthousiaste, mais il se montre aussi prudent. Le nerf de la guerre, c'est l'argent. Très vite, l'esprit de Pierre de Coubertin s'est trouvé enfermé dans la bourse, dont la Berne fédérale est plutôt frileuse à l'idée de délier les cordons. Ainsi le Conseil fédéral ne lâchera pas son milliard sans condition. Les montants ont été validés par des rapports d'experts indépendants. Et Guy Parmelin a précisé dans les moindres détails les sommes que la Confédération allait octroyer.

Sur ce total de 995 millions, la plus grande part (827 millions) est destinée à l'organisation des Jeux «qui ne pourraient se tenir sans soutien public». Les organisateurs prévoient en effet des dépenses de près de 2 milliards, alors que les recettes sont évaluées à un peu plus de 1 milliard. 31 millions seraient destinés aux infrastructures. 8 millions sont liés à la candidature. Enfin, le Conseil fédéral s'engage à soutenir 20% des coûts supportés par les forces de police cantonale pour la sécurité dans l'espace public.

Limiter la garantie de déficit

La Confédération ne prend en revanche pas en charge les coûts du village olympi-

que ou de l'hébergement des journalistes par exemple. «Si les garanties des cantons ne sont pas données à temps pour ces installations, le projet devra être abandonné», précise d'emblée Guy Parmelin. Un autre couperet pourrait tomber lors

de votations populaires dans les cantons. «S'il s'agit du refus de Fribourg où il est prévu des matches de hockey, il existe des alternatives, explique Matthias Re-

mund, directeur de l'Office fédéral du sport. En revanche, si le Valais dit non, il n'y aurait pas de solution de rechange.» Ce canton est d'ailleurs le seul à avoir déjà annoncé - dans la foulée - la tenue d'un scrutin en juin 2018.

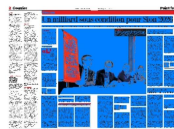
Le Conseil fédéral a chargé le Département fédéral des sports d'élaborer un projet qui sera mis en consultation. Un point important est à souligner. Afin d'éviter les mauvaises surprises, il devra notamment clarifier comment s'assurer que la garantie de déficit n'explose pas. Commencera alors un nouveau défi pour les porteurs de Sion 2026: convaincre une majorité du parlement.

La candidature a déjà ses soutiens, à l'image d'Olivier François (PLR/VD). «La Suisse a un rôle à jouer dans la mutation des Jeux olympiques. Le Comité olympique veut mettre fin au gigantisme. Il y a une nouvelle philosophie, et la Suisse peut concrétiser ce tournant.» Un enthousiasme que partage le Bernois Christian Wasserfallen. Mais le vice-président du PLR reconnaît toutefois qu'une approbation des deux Chambres n'ira pas de

«Si on n'a pas d'argent pour la formation, alors on n'en a pas pour des Jeux»



Mathias Reynard
Conseiller national (PS/VS)



soi. «Il y a dans tous les partis des élus qui sont favorables à cet idéal sportif, mais aussi de nombreux autres qui craignent un gouffre financier.»

Exemple de ce clivage: le PS. Alors que le sénateur Hans Stöckli (PS/BE) défend le projet corps et âme, Mathias Reynard (PS/VS) se dit outré par la décision du gouvernement. «Je trouve choquant la facilité avec laquelle on trouve 1 milliard pour des Jeux, alors que le même jour le Conseil fédéral s'oppose à un congé paternité parce qu'il le trouve trop cher. Je ne sais pas encore si je vais dire non à ce projet. Mais il faut être conséquent. On

prévoit l'année prochaine des coupes de 200 millions dans la formation. Si on n'a pas d'argent pour la formation, alors on n'en a pas pour des Jeux.»

De son côté, l'UDC juge la décision du Conseil fédéral «complètement incompréhensible» vu l'état des finances. La priorité devrait être donnée à la défense du pays, qui est compromise depuis des années, selon le parti.

Vers une votation fédérale?

Mais les plus remontés sont les Verts qui sont depuis longtemps déjà montés aux barricades. «Tout cet argent pour deux à trois semaines, ce n'est pas acceptable,

alors qu'on exige des économies à tout va», réagit Lisa Mazzone, vice-présidente du parti. Et la Genevoise d'insister sur la nécessité d'une votation nationale sur ce thème. «Les Jeux auront un impact pour tout le pays, c'est donc la population dans son entier qui doit avoir son mot à dire.»

Si cette idée n'a pas les faveurs de la cote au Conseil fédéral, elle commence à faire son chemin au parlement. «La sagesse voudrait qu'on s'impose une votation», explique Olivier Français. Les Jeux sont un événement populaire qui doit être porté par le peuple. Nous ne sommes pas là pour passer en force.»

Le cas Constantin réglé par un nouveau slogan

C'était le grand absent de la journée. A l'origine de la candidature valaisanne – qui a ensuite fusionné avec celle de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI) pour finalement devenir l'unique candidature – le remuant boss du FC Sion Christian Constantin s'est retiré du projet après avoir agressé l'ex-sélectionneur de la Nati Rolf Fringer. Mais son ombre a plané au-dessus de la place Fédérale. Mercredi, le *Tages-Anzeiger* dévoilait que le comité d'organisation ne voulait pas du don d'un demi-million

qu'avait promis Constantin pour boucler le budget de la candidature. L'histoire aurait pu s'arrêter là. Problème: Christian Constantin a acheté et est toujours propriétaire de la marque «Sion 2026. Les Jeux au cœur de la Suisse». «Elle m'appartient, je n'ai pas l'intention de la vendre et Sion aura besoin de moi dans la perspective d'une votation populaire. En Valais, il faut un Valaisan, assène le promoteur immobilier. Quant aux 500 000 francs dont ils ne veulent pas, excellente nouvelle!

Qui se plaindrait d'une telle économie?»

Plus tard, on apprenait tout de même qu'avec une nette prise de poids du politique dans la gouvernance, «pour la phase de conviction nationale» – selon les mots de Philippe Leuba –, la structure de la candidature était profondément remodelée. Et, au passage, qu'on en profitait pour l'assortir d'un nouveau slogan: «Raviver la flamme». «Tout est réglé, Constantin, qui nous a cédé la marque, ne fait plus partie du projet. Il n'y a plus aucun problème», assure Jean-Philippe Rochat. **E.BZ**

Une facture totale de 4,6 millions pour Vaud

● Ils espéraient 1 milliard, ils ont à peine obtenu 5 millions de moins. C'est dire les sourires qu'arboraient les membres du comité de candidature, mercredi en fin d'après-midi, à l'heure de se présenter face à la presse. «Nous accueillons l'annonce du Conseil fédéral avec joie, mais sans triomphalisme», a toutefois tenu à nuancer Jean-Philippe Rochat. Un président du comité de candidature bien conscient que la route, qu'il compare à une course d'obstacles, est encore longue avant d'espérer voir la flamme olympique allumer une vasque à Sion, dans neuf ans.

Revenant sur le «nein» populaire qu'a essuyé Innsbruck 2026 dimanche dernier, Jean-Philippe Rochat n'a ensuite

pas manqué de souligner les différences entre les deux projets. A commencer par la plus importante: «Le Tyrol a fait voter la population à la hâte, nous avons construit notre projet discrètement, mais pas secrètement, pour convaincre les autorités cantonales, le Conseil fédéral, et bientôt la population de tout le pays.»

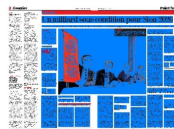
Et Jean-Philippe Rochat de détailler le travail de bénédictin qui a été fait jusqu'à présent. Notamment depuis le début de l'année, lorsque le comité a présenté une première mouture au Conseil fédéral. «Mais qui n'aurait pas eu une seule chance», a confié Guy Parmelin.

Pour le comité, c'était aussi l'occasion de rappeler que, «jeux responsables, à

taille humaine, et respect de l'Agenda 2020 du CIO obligent», la grande majorité des infrastructures qui seront mobilisées pour les Jeux existent déjà ou sont prévues. Jeux olympiques ou pas. Loin des 50 milliards de Sotchi, le budget de Sion 2026 se monte de son côté à 1,97 milliard.

En terre vaudoise, on confirme par exemple qu'on comptera deux des sept sites estampillés «hébergement olympique»: Lausanne (463 athlètes) et Leysin (550 athlètes). En plaine, l'offre hôtelière

de Montreux pourrait accueillir «la famille olympique» tandis que la future patinoire de Lausanne abritera le patinage artistique et les épreuves de short-track. Quant aux Diablerets, ils pourraient voir se disputer les épreuves de biathlon, sur un modèle «provisoire», qui a déjà fait ses preuves au Grand Bornand. A l'heure des comptes, en



Valais, l'enveloppe souhaitée dépasse les 61 millions de francs. Pour le canton de Vaud, la facture totale se monterait à 4,6 millions. «Mais uniquement dans des infrastructures liées à la pratique du sport et pas pour le budget de fonctionnement des Jeux», précise Philippe Leuba, conseiller d'Etat.

«Nous accueillons l'annonce du Conseil

fédéral avec joie, mais sans triomphalisme»



Jean-Philippe Rochat

Président du comité de candidature Sion 2026

Dans ce projet qui entend s'appuyer grandement sur ce qui existe, il est toutefois à relever deux exceptions de taille: la construction du village olympi-

que et de ses 1400 lits à Sion et l'anneau de vitesse sur glace, prévu à Aigle. «Nous ne construirons pas une halle, qui coûte horriblement cher, uniquement pour les Jeux. Nous tenterons d'organiser les épreuves à ciel ouvert ou de nous servir de la halle dont pourrait avoir besoin un industriel, que nous avons peut-être trouvé. Une dernière option serait de faire courir cette épreuve à l'étranger, en Allemagne ou en Hollande», conclut Philippe Leuba. **Emmanuel Borloz**

La délicate question de la sécurité va faire débat

● Qui va payer pour assurer la sécurité autour des joutes sportives? Et pour quel montant? Parmi les nombreux points évoqués mercredi par Guy Parmelin, la question sécuritaire est des plus sensibles. Et risque de provoquer de vifs débats.

Le Conseil fédéral indique qu'il prendra en charge 20% des coûts supportés par les forces de police cantonales pour la sécurité dans l'espace public. «L'équivalent de 44 millions de francs, selon les estimations actuelles», précise Guy Parmelin. Une enveloppe à laquelle il faut ajouter 85 millions de francs pour les charges supplémentaires assumées par les organes de sécurité de la Confédération.

A en croire les estimations du Conseil fédéral, «les coûts totaux de la sécurité

dans l'espace public devraient s'élever à 303 millions de francs». C'est donc le solde, qui se monte à 174 millions, que devront se répartir les cantons. Et c'est là que les tractations s'annoncent serrées. Sur le modèle sécuritaire de l'Euro 2008 et au nom de la solidarité confédérale, il pourrait être demandé à tous les cantons de contribuer à la douloureuse. Mais pas sûr, par exemple, que les Grisons, qui ont refusé un projet chez eux, voient ça de très bon œil. «Les cantons adresseront-ils la facture aux cantons hôte? C'est à eux de négocier», lâche le conseiller fédéral.

174

En millions de francs, la somme que

vont devoir se partager les cantons pour assurer la sécurité des Jeux. La Confédération prendra, elle, 129 millions à sa charge

La question a été posée peu après à Roger Schneeberger, secrétaire général de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP), qui renvoie à la Conférence des gouvernements cantonaux. Qui, à son tour, renvoie au CCDJP. Un cafouillage et un léger embarras qui en disent long sur les négociations qui s'annoncent.

On devrait bientôt y voir plus clair. Les services du département de Pierre Maudet, président de la Conférence latine des chefs des Départements de justice et police, indiquent que le sujet est au programme de la séance du mois de novembre. **Emmanuel Borloz**